

lor, la seule chose qu'ils puissent reprocher à M. Mercier à ce sujet est, d'avoir tenu loyalement, vis-à-vis de ses alliés, une parole à laquelle ils espéraient bien qu'il manquerait.

Il faut dire cependant pour être juste, que le programme national n'avait été accepté, par quelques-uns, que comme une amère pilule. Les candidats nouveaux venus, comme M. Lareau, avaient assez à faire de se faire accepter et gardaient leurs réclamations pour l'avenir, mais d'anciens députés têtus, comme M. Boyer, ne se gênaient pas pour protester tout haut contre l'idée de les affubler malgré eux du titre de candidat "national". MM. McShane et Gagnon repoussaient péremptoirement ce titre, et M. G. W. Stephens, dont les deux partis avaient l'espoir fondé de se débarrasser au contentement de tout le monde se déclaraient nettement anti-nationaux.

Deux autres sujets de mécontentement avaient surgi au cours de la lutte. Ils portaient sur la répartition des candidatures et sur le choix des futurs ministres.

La répartition des candidatures avait été difficile et laborieuse. En principe, l'accord avec les conservateurs nationaux était chose entendue ; mais, en fait, toutes les fois qu'il paraissait y avoir quelque chance de succès dans un comté, un candidat libéral s'y installait. Les nationaux protestaient, par l'organe de la *Presse*, en soutenant qu'on leur avait promis un nombre proportionnel de candidatures. Mais qu'y faire ? Dans les conventions locales, les libéraux étaient partout en majorité ; et M. Mercier avait beau se rendre au milieu d'eux, rappeler les conditions de l'alliance, invoquer la parole donnée, ils votaient invariablement pour le candidat libéral. La belle discipline qui s'est vue en Angleterre, où les tories ont voté sans hésiter pour les candidats unionistes, qui n'apportaient avec eux qu'un faible appoint de voix libérales, n'a pas pu être créée, en 1886, dans la province de Québec. Le résultat a été, qu'aux élections générales, il n'a été nommé que quatre conservateurs nationaux. Encore, a-t-il fallu, après l'échec de M. Duhamel à Laprairie, lui assurer le comté libéral d'Iberville, qui venait d'être rendu vacant, quelque jours après l'élection générale, par le décès de M. Demers.

La question ministérielle provoquait, en même temps et par avance, d'amers froissements d'amour propre. Deux portefeuilles, sinon trois, avaient été promis aux nationaux ; et il était entendu que l'un deux serait attribué, pour le district de Montréal, à M. Georges Duhamel. C'est ce que ses compétiteurs éventuels se refusaient absolument à digérer. M. Robidoux, surtout, qui croyait avoir des droits au poste de ministre, sinon même à la succession éventuelle de M. Mercier, comme chef de parti, jetait feu et flamme.

Nommer Duhamel ! un gamin ! un avocat sans notoriété et sans clientèle, et cela en face de ses supérieurs et de ses aînés, comme M. L. O. David, c'était plus qu'un passe-droit ; il semblait que ce fût un affront intolérable pour tous les avocats libéraux ! On avait beau leur faire observer que puisque la place était promise à un national, le choix du titulaire importait peu et ne pouvait pas être pour eux un sujet de compétition, M. Robidoux se refusait à entendre de cette oreille ; et il se fut peut-être livré à quelque éclat prématuré, s'il n'eût conçu l'espérance que la défaite électorale probable de M. Duhamel vint en même temps couper court à la candidature ministérielle de ce dernier.

Sur ces entrefaites, dans les derniers jours de la lutte, la *Presse* avait passé à l'ennemi avec armes et bagages. Cet événement, qui n'était pas tout à fait inattendu, avait été reçu, dans le camp libéral, avec un mélange d'effarement, d'inquiétude et de secrète satisfaction. L'inquiétude se concevait ; car la perte de l'appui de la *Presse* était pour le parti soi-disant national, la perte d'un gros atout ; mais on redoutait les exigences des gens qui étaient derrière elle : on savait qu'on avait affaire à forte partie et, qu'après la victoire, il faudrait compter avec une influence qui entendait avoir sa part ; et, somme toute, l'abdication de cette influence délivrait beaucoup de libéraux d'un fâcheux cauchemar.

Quant à M. Mercier, il ne se gênait pas, auprès de ses intimes, pour laisser éclater son contentement. Il avait fait depuis longtemps son compte et son choix. Il estimait que l'appui de l'*Étendard* était suffisant pour opérer le déplacement de voix nécessaire à la victoire ; et un goût mystérieux l'attirait vers l'alliance *castor*. Il se sentait plus d'affinité avec les *castors* qu'avec les conservateurs libéraux, et il les jugeait moins nombreux, plus maniables, plus faciles à satisfaire, ayant brûlé leurs vaisseaux, et par conséquent, moins suspects de retourner en arrière au premier mécontentement. Peut-être aussi, estimait-il que la présence de l'élément *castor* était indispensable dans sa majorité, pour lui donner un prétexte de rompre aussi complètement qu'il se proposait de le faire avec toutes les aspirations de l'ancien parti libéral.

Le plus difficile était de maintenir jusqu'au bout, cet accord factice d'un parti hétérogène et composé de deux groupes qui s'entre-détestaient. Le résultat des élections et une fausse tactique des conservateurs contribuèrent puissamment à simplifier la tâche de M. Mercier. La victoire n'avait pas été considérable ; la nouvelle majorité était subordonnée au vote des quatre députés nationaux, et à leur fidélité ; et, chaque jour, les journaux conservateurs répétaient que ces députés